

# Le continuum Sécurité-Défense

*En présence de*  
**Manuel VALLS**  
*Premier Ministre*

*Animé par*  
**Alexis BAUTZMANN,**  
*Président du Groupe de presse Aréion*  
**Olivier DARRASON**  
*Président de CEIS*  
**Jean-Paul PALOMEROS**  
*Expert associé CEIS, ancien NATO SACT*

**Olivier DARRASON, Président de CEIS** - Monsieur le Premier ministre, l'Université d'été de la Défense, dont c'est la 14<sup>ème</sup> édition cette année, accueille pour la première fois le Premier ministre de la France. Pour les parlementaires français, qui ont été plus de 90 présents au cours de cette université, pour les parlementaires étrangers qui ont représenté plus de 18 nationalités, pour les Etats-majors de nos armées et ceux d'une dizaine d'Etats invités cette année, pour les très nombreux industriels, grandes et petites entreprises ensemble réunies, pour les 63 journalistes et les 20 think tanks engagés activement dans le travail de cette université, votre présence est naturellement un honneur.

Mais cette présence ne résulte pas d'un hasard de calendrier, car le thème que nous avons choisi "préparer la guerre, conduire les opérations, gagner la paix" et qui s'imposait à nous dans les circonstances présentes, constitue à l'évidence aujourd'hui une nécessité, et je dirai même la nécessité de l'action du gouvernement que vous conduisez.

Elle résulte de votre responsabilité institutionnelle puisqu'au titre de l'article 20 et 21 de la Constitution, le Premier ministre est le responsable de la défense nationale, naturellement sous la responsabilité du Président de la République qui est, lui, le Chef des Armées et, bien sûr, avec le ministre de la Défense dont c'est la responsabilité.

Pour vous accueillir ce matin, nous avons choisi une formule dynamique qui débutera par une très courte présentation internationale des attentats terroristes dans le monde, avec une approche à la fois cartographique et statistique réalisée par le Docteur Alexis Bautzmann, qui dirige les publications DSI et Diplomatie, puis une série de questions vous seront posées par Jean-Paul Palomeros, ancien Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air et ancien Commandeur de la Transformation de l'OTAN à Norfolk.

**Alexis BAUTZMANN, Président du Centre d'Analyse et de Prévision des Risques Internationaux (CAPRI)** - Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs, bien que le terrorisme constitue l'un de nos principaux défis sécuritaires, on ne lui connaît toujours pas de définition claire et unanimement acceptée. A cela s'ajoute le manque de données fiables permettant d'en assurer un suivi sur la durée.

A ce jour, seul le programme universitaire américain START de l'université du Maryland offre une base de données ouverte et exhaustive sur les quarante-cinq dernières années. Cette base de données a recensé et qualifié plus de 156 000 actes terroristes dans le monde depuis 1970. La carte qui vous est ici présentée est issue de ces travaux. Elle permet de spatialiser un phénomène politique qui a sensiblement évolué durant les dernières décennies.

Entre les années 1970 et 1990, on observe, en effet, un terrorisme aux multiples visages, largement disséminé sur l'ensemble de la planète, depuis les mouvements insurrectionnels d'inspiration marxiste, comme par exemple en Amérique latine avec les FARC ou le Sentier Lumineux, en passant par les rebelles maoïstes, comme en Inde avec les mouvements naxalites ou encore les mouvements à la fois libertaires ou d'extrême gauche en Europe, jusqu'au fondamentalisme religieux et millénariste.

Cette diversité s'est progressivement effacée avec la fin de la guerre froide, les formes les plus violentes de terrorisme se concentrant essentiellement autour de quelques foyers en Afrique et en Asie, sous la bannière du djihadisme. La carte suivante illustre ce phénomène en spatialisant les 14 807 attentats terroristes recensés au cours de l'année 2015. Les foyers majeurs de violence terroriste apparaissent clairement autour de trois principaux épicentres : l'axe Iraq-Syrie, l'axe Afghanistan-Pakistan, et enfin le Nigeria. Trois foyers structurés autour de mouvements islamistes, parfois proches, comme le sont Boko Haram et Daesh, mais parfois aussi antagonistes, comme l'Etat Islamique et les talibans. S'agissant des autres foyers significatifs de violence terroriste, seuls ceux en République Démocratique du Congo, en Colombie et en Ukraine échappent à toute causalité islamiste. Une dynamique que l'on peut mesurer en s'intéressant à l'origine des cent principaux attentats les plus meurtriers durant ces quinze dernières années. Parmi ceux-ci, près de 80% étaient issus de mouvances islamistes.

Cette tendance se retrouve en Europe, comme l'illustrent les données suivantes issues du dernier rapport de l'office intergouvernemental de police criminelle de l'Union européenne. Le nombre d'attentats au sein de l'Union a augmenté de près de 40% entre 2013 et 2015. Dans les faits, toujours en 2015, sur 151 personnes tuées au cours d'attaques terroristes, 150 l'ont été dans des attentats d'origine djihadiste. Toujours en 2015, le nombre d'attentats djihadistes en Europe a plus que quadruplé et a conduit à une augmentation de plus de 460% des arrestations de suspects liés au fondamentalisme islamique.

Ce phénomène, qui touche la plupart des pays européens, comme l'illustre la carte des arrestations de djihadistes en 2015, est surreprésenté dans deux pays qui ont été durement frappés par l'Etat Islamique au cours de ces derniers mois. La France, d'une part, qui compte à elle seule plus de la moitié des arrestations de djihadistes au sein de l'Union européenne en 2015, et la Belgique, si l'on ramène notamment le nombre d'arrestations à sa population totale. Dans le même temps, on observe en Europe le même phénomène qui touche le reste du monde : une diminution sensible des formes traditionnelles de terrorisme, en lien avec des mouvements anarchistes d'extrême gauche, ethno-nationalistes ou encore séparatistes.

Ce phénomène incarne une tendance lourde des relations internationales qui a peu de chance d'évoluer positivement durant les prochaines années compte tenu de la situation géopolitique particulièrement complexe et tendue au Moyen-Orient et en Asie centrale, deux sous-régions qui concentrent les principaux foyers de djihadisme dans le monde.

Le recul territorial de l'Etat Islamique en Syrie et en Iraq, même s'il demeure encore limité, pourrait paradoxalement contribuer à un effet masse de ses combattants et de leurs actions terroristes dans des zones actuellement moins exposées, depuis les rives sud de la Méditerranée jusqu'en Asie du sud-est. Une situation facilement hors de contrôle dans certains territoires mal préparés à anticiper et à combattre efficacement ce type de violence et qui, dans les faits, ne peut que contribuer à accentuer davantage la menace djihadiste qui pèse sur notre propre pays. Je vous remercie.

**Olivier DARRASON** - Ces cartes et ces statistiques sont édifiantes. Monsieur le Premier ministre, dès le 13 janvier 2015, à la tribune de l'Assemblée nationale, vous affirmiez, je cite, que "oui, la France est en guerre contre le terrorisme". Depuis cette date, vous avez à plusieurs reprises répété ce mot si lourd de sens, et il est vrai que ce sont bien des actes de guerre d'une violence inouïe qui se sont déroulés sur notre sol. Depuis bientôt vingt mois, considérez-vous que les risques se sont accrus, que la menace a changé ou qu'elle a simplement, si je puis dire, adopté de nouvelles formes plus insidieuses et, in fine, plus dangereuses ?

**Général Jean-Paul PALOMEROS, Expert CEIS, ancien NATO SACT** - Pour poursuivre cette question sur la menace et ses manifestations, la succession d'actes terroristes sur notre territoire a mis à l'épreuve la résilience de nos concitoyens, la résilience de notre pays. Quelle appréciation de notre niveau de résilience portez-vous aujourd'hui et comment inscrire en quelque sorte cette résilience dans les gènes de notre société ?

**Manuel VALLS, Premier ministre** - Merci d'abord pour cette invitation.

Je salue le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, monsieur le Premier ministre, cher Jean-Pierre Raffarin, madame la Présidente, chère Patricia Adam. Je salue aussi le ministre de la Défense tunisien, pays également confronté à cette menace terroriste, et veux saluer, bien sûr, le Chef d'Etat-major des Armées, l'ensemble des officiers ici présents, des parlementaires qui participent à cette journée de réflexion.

Ministre de l'Intérieur, quelques jours après mon installation place Beauvau, je me suis dit que l'une de mes tâches et de mes fonctions était de tirer toutes les leçons des attentats de Toulouse et de Montauban, et de mettre en œuvre – en approfondissant, en amplifiant, en corrigeant, de manière républicaine – un certain nombre des propositions que Nicolas Sarkozy et François Fillion avaient préparées pour tirer précisément les leçons de ces attentats. Or, dès l'été 2012, par l'intermédiaire des services de renseignement et notamment de ce qui était encore la DCRI, j'ai eu conscience que nous avons changé de menace, au moins sur le plan géographique, avec la trentaine seulement, mais la trentaine déjà, de Français ou de résidents en France qui partait, ou était partie, vers l'Irak et la Syrie – phénomène nouveau, et Patrick Calvar, qui venait de prendre ses fonctions, m'avait fait part de sa profonde inquiétude. Dès le 19 septembre, ici même, devant les directeurs départementaux, la sécurité publique et les commandants de gendarmerie, je faisais état de cette menace. Je me rendais quelques heures après à Sarcelles, où il y avait eu une tentative d'attentat, qui a heureusement échoué, contre une épicerie casher. Et nous découvriions à ce moment-là, progressivement, avec la mort de l'un des terroristes à Strasbourg quelques jours après, l'ampleur d'une filière, que l'on appelle la filière Cannes-Torcy-Strasbourg.

C'est à partir de là, en réflexion avec tous ceux qui ont à opérer contre le terrorisme, que j'ai préparé la première loi antiterroriste et que j'ai évoqué au Sénat le fait que nous allions faire face à un ennemi intérieur et extérieur. Et nous pouvions projeter le nombre de personnes que cela pouvait concerner, même si nous ne pensions pas que cela atteindrait le phénomène que nous connaissons désormais, avec un millier de Français et de résidents en France qui se sont rendus en Syrie ou en Irak, près de 700 y étant encore, 175 y étant morts, beaucoup étant revenus, beaucoup voulant partir. Même s'il y a incontestablement un tarissement des départs du fait du travail des services, cela accroît, comme le rappelait le procureur Molins il y a quelques jours, la menace sur la France, les opérations préparées, peut-être, depuis la Syrie et les opérations comme celles que nous avons connues ces dernières semaines.

L'éruption brutale, violente, du terrorisme djihadiste en France marque, de mon point de vue, une rupture. Nous avons changé d'époque, c'est vrai. Devant des spécialistes,

la formule est lapidaire, mais c'est la fin d'une forme d'insouciance pour notre pays. Nous avons connu, déjà, des actes terroristes, au cours de ces vingt dernières années, mais nous voyons bien que nous sommes sur un autre terrain, dans un autre moment. Je pense que nos concitoyens en ont conscience. Je crois, modestement, que le comportement des responsables publics doit être à la hauteur de ce changement d'époque. Bien sûr, je n'oublie pas les autres menaces possibles en matière de terrorisme. J'avais d'ailleurs évoqué, à l'occasion de cette première loi antiterroriste fin 2012, des formes d'action violente de la part de l'ultragauche, de l'extrême droite identitaire, même si cela peut être le fruit d'un seul individu. Il faut être attentif, aussi, à ce que peuvent faire un certain nombre d'Etats. Tout cela n'a pas disparu.

Mais nous sommes engagés dans une nouvelle forme de guerre mondiale ; et même le cyberspace en est un des champs de bataille. Vous l'avez bien décrit : nous faisons face à un ennemi de type nouveau, même si nous en mesurons les contours, sans visage, que nous n'avions jamais combattu : c'est le totalitarisme islamiste – je pense qu'il faut appeler les choses clairement. Mais comme nos précédents ennemis, sur un champ de bataille totalement nouveau, il a levé une armée, il a contrôlé ou contrôle encore des territoires, plusieurs millions de personnes, il étend donc – même s'il recule aujourd'hui en Syrie et en Irak – son emprise territoriale, et il asservit des populations.

La menace n'a jamais été aussi élevée, sur fond de bouleversements géostratégiques. Au Proche-Orient, évidemment, avec derrière le rapport de force entre l'Arabie saoudite et l'Iran, entre sunnites et chiïtes, notamment en Irak, et nous en mesurons les conséquences. Au Maghreb, en Libye. Sur la bande sahélo-saharienne et en Afrique. Il faut bien mesurer les effets, entamés il y a déjà une bonne trentaine d'années, de l'extension du wahhabisme, notamment en Afrique de l'Ouest. Ces éléments me font considérer que même quand nous aurons gagné la guerre en Syrie et en Irak, que nous en aurons fini, je l'espère, avec Daesh, les racines du fondamentalisme, elles, demeureront pendant un certain temps sur d'autres terrains : Proche et Moyen-Orient sans aucun doute, mais aussi en Afrique, en Asie, comme vous l'avez évoqué.

Notre pays est une cible parce que nous sommes la France. Bien sûr, nous intervenons à l'extérieur, bien sûr, nous avons sauvé le Mali, bien sûr, nous continuerons à être présents dans la zone sahélienne, bien sûr, nous participons à des coalitions en Irak et en Syrie. Mais si nous sommes attaqués – il peut y avoir un débat, d'ailleurs, sur ces raisons – c'est parce que nous sommes tout simplement la France, avec notre histoire, notre culture, nos valeurs, nos origines chrétiennes, la plus vieille communauté juive d'Europe, l'Islam étant la deuxième religion, plusieurs millions de nos concitoyens étant de confession ou de culture musulmane – et il y a aussi là un objectif, de la part des terroristes. Parce que nous sommes le pays de 1789 ou de 1905. Parce que nous considérons que nous avons toujours un message à adresser au monde. Donc un pays qui intervient sur la scène politique, diplomatique et militaire. Je pense que la raison principale pour laquelle nous sommes attaqués, c'est parce que nous sommes la France.

Les attentats de cet été ont confirmé nos craintes de voir des individus isolés, parfois inconnus de nos services, inspirés par Daesh, Al-Qaïda ou ses succursales, passer à l'acte, en plus des terroristes qui, eux, se sont préparés, comme nous l'avons vu le 13 novembre 2015. Il est fort probable – et c'est la menace principale – que ce type d'actes se reproduise, ou en tout cas que l'on cherche à les reproduire. La situation de l'Etat islamique en Irak et en Syrie nous laisse penser que c'est ce type d'action qui sera privilégié, surtout si les frappes de la coalition détruisent progressivement l'appareil logistique, technique et humain de l'organisation terroriste.

Nous faisons face – c'est la donnée essentielle – à une mutation profonde de l'équation de sécurité, avec un continuum inédit, mais majeur, entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, entre les problématiques de sécurité et de défense. Comme ministre de l'Intérieur, puis comme Premier ministre, j'ai ressenti moi-même les changements assez profonds que cela a amenés dans la pratique concrète de la lutte antiterroriste. Je ne dis pas que tout est parfait, mais entre DGSE et DGSI, entre ministère de l'Intérieur et ministère de la Défense, il y a un changement dans la

pratique. Peut-être que seuls ceux qui participent le ressentent tel quel, et je veux transmettre cela aux parlementaires et à tous les experts ici présents. Resserrer ce continuum est tout à fait essentiel. De ce point de vue, il me semble que la France, frappée, est en avance par rapport à d'autres pays. C'est vrai que nous avons cette capacité – même si elle n'est pas illimitée – à intervenir à l'extérieur que d'autres pays n'ont pas. C'est un élément essentiel par rapport à l'ennemi que nous combattons.

Bien sûr, la menace n'épargne aucun pays européen ; c'est la raison pour laquelle la réponse doit aussi être européenne. C'est l'enjeu du contrôle de ses frontières. C'est le rôle de l'Europe en matière de défense. A ce stade, je reste prudent, parce que je pense que – beaucoup repose bien sûr sur les échanges d'informations entre services de renseignement – mais beaucoup repose d'abord sur nous-mêmes.

Ce qui veut dire qu'il faut continuer à engager des moyens. Je pense que dans les dix ans qui viennent, le niveau d'engagement financier et humain pour les ministères de l'Intérieur et de la Défense ira croissant. Il y a les opérations extérieures, au-delà de la modernisation de notre dissuasion nucléaire, les opérations intérieures pour les armées, forces de sécurité, police, gendarmerie, police municipale, sécurité privée. C'est un changement, et vu la géographie de notre pays et la menace extérieure, cet effort devra se poursuivre. Je le dis notamment par rapport au coût de la dépense publique. Dans les grands débats qui s'engagent, nous devons avoir cet effort en tête, et notamment humain. La technologie est essentielle, mais rien ne remplacera la présence humaine.

Le second défi est celui de la radicalisation. Autant je crois que nous avons la capacité de faire face, avec nos moyens, à une centaine de terroristes, autant je suis beaucoup plus inquiet, parce que je sais que ce sera long, sur les conséquences de la radicalisation non pas de quelques centaines de personnes, mais de milliers de personnes, en France, en Europe et au Maghreb, avec les liens existant entre la France et ces pays – la double nationalité, la langue, les allées et venues, les familles. Cela nous pose un défi considérable et lutter contre ces phénomènes de radicalisation est le plus difficile. Il faut continuer à y mettre des moyens. Cela ne se traite pas par la caricature, mais dans le cadre de l'Etat de droit, c'est-à-dire en refusant l'arbitraire. C'est un défi considérable pour notre société, et c'est le Premier ministre de la France qui vous parle, mais aussi l'élu de la banlieue parisienne. Il faut prendre conscience de ces phénomènes, les étudier, qui conjuguent le départ en Syrie, ou la radicalisation violente sans forcément passage à l'acte, ou l'évolution d'une partie de l'Islam de France, en nous appuyant sur l'expertise nécessaire, dans un domaine d'une très grande complexité.

Enfin, c'est un changement de culture, une nouvelle culture de sécurité – nous l'avons vu avec la rentrée scolaire –, qui oblige chaque citoyen à prendre part à l'effort de sécurité, de défense nationale. C'est la résilience. Comment vous répondre ... Je pense que le regard du monde sur la France est un regard admiratif sur la capacité de réaction, de résilience et de résistance des Français. C'est une part de la réalité, et je pense qu'il faut saluer le calme, la capacité des Français à faire face. Cela n'efface pas les débats, les questionnements, les craintes. Nous avons été attaqués à plusieurs reprises. Cela me coûte à chaque fois. Et – n'y voyez de ma part aucun découragement – mais je sais que nous pouvons être de nouveau frappés, qu'il peut y avoir de nouvelles victimes innocentes, même si nous sommes totalement mobilisés pour l'éviter. Tous les jours, des interpellations ou des expulsions ont lieu, tous les jours nous agissons. Au-delà de la phrase habituelle qu'il n'y a pas de risque zéro, nous faisons face à cette menace.

Donc la capacité de résilience, elle est là, mais en même temps, je sens dans la société aussi les fractures s'élargir, le regard sur l'autre se faire plus dur, un questionnement sur nos compatriotes et concitoyens musulmans, des débats abrasifs, symboliques parfois, mais qui disent bien quelle est la réalité. Il faut donc faire attention. Le pays est plus fort et plus fragile que ce que l'on peut croire. Et les deux sont vrais. De ce point de vue, je pense que l'unité, le rassemblement, la capacité des responsables

publics à surmonter les divisions, sont essentiels. Ce qui s'est passé après Nice est indigne. Je ne polémique pas, ce n'est pas le sujet, mais cela nous affaiblit.

Des victimes, des familles, des Français d'une manière générale interpellent l'exécutif et les responsables publics sur ce qu'il faut faire pour mener la guerre contre le terrorisme dans une démocratie. En 1914-18, même s'il y avait la censure de la presse, ce que je ne recommande pas évidemment, des commissions secrètes, le débat avait lieu, et Georges Clemenceau n'était pas le dernier à le mener. C'est aussi la force d'une démocratie, y compris en période de guerre, que de mener ce débat. Mais il doit être mené par les responsables publics à un certain niveau. C'est très important, car on voit bien que la division de la société est un des objectifs des terroristes. Il suffit de lire leur littérature, ils connaissent très bien la société française, ils frappent là où ça fait mal, pour faire mal, pour diviser, pour casser, pour prendre nos compatriotes et concitoyens de culture ou de confession musulmane en otage, pour créer les conditions d'une forme de guerre civile, de confrontation.

Nous avons donc tous notre part de responsabilité dans la résilience. C'est le défi d'une génération, et il est considérable. D'autres pays sont concernés. Il faut vivre avec, mais il faut vivre. Pour tous les responsables publics qui pensent que cela va passer et que nous allons revenir à nos petits débats, et même parfois pour nos compatriotes qui pensent que la vie reprendra le dessus – et elle reprend le dessus, heureusement, nous l'avons vu cet été avec le succès des festivals –, nous allons vivre avec cela. Cela m'a profondément changé, comme cela a changé tous ceux qui participent à cette lutte contre le terrorisme. Nous savons que nous sommes dans une nouvelle époque, ce qui nécessite un effort puissant, budgétaire, militaire et policier, des efforts dans le domaine de la justice, mais aussi un effort sur nous-mêmes, pour être à la hauteur de cet enjeu considérable.

**Général Jean-Paul PALOMEROS** - Deux questions complémentaires sur les moyens déployés face au terrorisme et sur le renseignement, que vous avez déjà en partie évoqués. Dans le cadre de l'opération Sentinelle et de l'état d'urgence, les armées se sont déployées avec une rapidité remarquable, il faut le souligner, sur le territoire national, mais aujourd'hui cette opération s'est inscrite dans la durée. Comment la voyez-vous évoluer tant sur son format que sur les modalités d'exécution, l'articulation avec les forces de sécurité intérieure ? Qu'en est-il également des travaux sur notre future garde nationale, sa composition, son mode opératoire ?

Concernant le renseignement, à chaque acte terroriste, la question du renseignement est récurrente, nonobstant le travail permanent et constant des services de renseignement. Vous avez donné une grande priorité au renseignement, à la fois au plan législatif, réglementaire, budgétaire, organisationnel, mais des analystes pensent que l'on peut aller plus loin, font des propositions, y compris une mission parlementaire qui propose la création d'une Agence nationale de lutte contre le terrorisme qui vous serait rattachée. Que pensez-vous de ces propositions et quelles sont les perspectives d'amélioration de cette coordination du renseignement ?

**Manuel VALLS, Premier ministre** - Ces questions, nous les posons tous en Europe. J'imagine que nos amis allemands – et je salue le Secrétaire d'Etat à la Défense allemand – se les posent aussi, car la menace est présente partout. L'Allemagne a été frappée et est également menacée. D'abord, nous avons fait beaucoup, et les 9 000 postes de policiers et de gendarmes créés en cinq ans en sont l'illustration. Mais je pense qu'il faudra aller encore au-delà, parce qu'il y a d'autres missions pour les policiers, les gendarmes ou les militaires. Et je veux saluer la ténacité conjointe de Jean-Yves Le Drian et du Général de Villiers. C'est la première fois depuis très longtemps que nous inversons la déflation des effectifs. Encore une fois, il faut poursuivre cet effort en matière de défense.

Cet effort budgétaire était nécessaire parce que ces dernières années – n'y voyez aucune polémique, au contraire – ont marqué une rupture stratégique pour la France et donc pour l'emploi de son armée. Bien sûr, il y a eu l'Afghanistan, qui représentait déjà une évolution sérieuse ; mais nous avons engagé l'opération Serval au Mali, nous nous sommes impliqués sur un certain nombre de dossiers dans un certain nombre de pays. Nous considérons que le Maghreb, et que l'Afrique d'une manière générale, sont un enjeu essentiel pour nous : s'il y a pour l'Europe, et donc pour la France, une frontière à dessiner, un objectif majeur, c'est l'Afrique. C'est vrai sur le plan démographique, sur le plan des migrations et de la jeunesse, sur le plan économique, mais également en matière de défense. Tout ce qui se passe en Afrique et tout ce qui va se passer en Afrique d'ici 2035-2050 aura un impact majeur. Notre responsabilité est donc de le préparer. C'est la nouvelle frontière. Je dis cela car nous avons été, à juste titre, très accaparés par ce qui se passe à l'Est et les tensions entre la Russie et l'Ukraine. Mais pour nous, Européens, qui avons une frontière avec le sud, qui avons cette histoire avec l'Afrique, c'est un objectif essentiel. Cette rupture stratégique pour la France est évidente.

Sur l'opération Sentinelle, nous avons beaucoup discuté avec le Général de Villiers et les ministres de la Défense et de l'Intérieur, sous l'autorité du Président de la République, et je sais qu'il y a débat à ce sujet. J'essaie d'être pragmatique. Nous faisons face à une menace sans précédent, il y a un continuum entre sécurité intérieure et extérieure, nous faisons face à ce que j'ai appelé un ennemi extérieur et un ennemi intérieur, et je pense que les Français ne comprendraient pas que nos militaires engagés à l'extérieur ne soient pas en protection aussi à l'intérieur. C'est vrai qu'il s'agit d'un vrai changement, dans lequel l'armée de terre est plus particulièrement impliquée. Je constate que les Français plébiscitent ce choix. Pour l'armée, et notamment l'armée de terre, c'est un changement. Sur la question de savoir si l'ennemi contre lequel nos soldats se battent est le même au Mali, en Syrie et en France, et quel est le mode opératoire pour y faire face ... il s'agit bien du même ennemi, d'une manière ou d'une autre.

Il est donc important, et cela va bien au-delà du symbole, de maintenir l'opération Sentinelle, en la faisant évoluer, en réfléchissant, en étudiant les formes de sécurisation, en ayant une coordination la plus étroite possible avec nos forces de sécurité intérieure, en privilégiant des modes d'action dynamiques pour être les plus réactifs possible. Mais s'il y a un continuum, je plaide pour que nous gardions cette opération Sentinelle, sous une forme qui peut toujours évoluer, même si je suis conscient que c'est un effort très important pour nos armées. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de renforcer la force opérationnelle terrestre de 11 000 hommes. Il va falloir continuer à réfléchir et à innover, trouver le bon point d'équilibre, car l'emploi des armées sur le territoire national est forcément une nouveauté. Et il doit être complété par les postures permanentes de sûreté aérienne et de sauvegarde maritime, la protection de nos ports, nos côtes, car nous savons que c'est une des cibles des terroristes.

Nous savons que la Garde nationale, dans son projet, est une articulation autour des réserves, réserves militaires des armées et de la gendarmerie, réserves de la police, pour atteindre un effectif de 84 000 hommes et femmes opérationnels en 2017. On voit les nouvelles formes d'engagement, et j'ai été très impressionné par le désir d'engagement d'un grand nombre de nos concitoyens. On voit émerger un nouveau patriotisme depuis les attentats de janvier 2015, une envie de s'engager. Je me souviens de cette belle et triste histoire de l'un de nos soldats mort au Mali très jeune, qui s'était engagé dans les armées après janvier 2015. J'ai rencontré des jeunes, comme des moins jeunes, des hommes et des femmes qui travaillent déjà et qui servent la France dans la réserve de la gendarmerie.

De ce point de vue, au-delà de la Garde nationale, je pense qu'il faudra imaginer un engagement encore plus puissant. Nous ne reviendrons pas au service militaire d'il y a quelques années, bien évidemment, mais je reste convaincu, même si c'est difficile sur le plan de la Constitution, même s'il faut convaincre la jeunesse de notre pays, qu'il faudra un pas supplémentaire, un service civique sous une forme obligatoire, mixte,

sur quelques mois. En tout cas, ce désir d'engagement face aux nouvelles menaces doit se concrétiser, d'une manière ou d'une autre, au-delà des obstacles constitutionnels et budgétaires.

Sur le renseignement, je tiens tout d'abord à saluer le travail de très grande qualité du Parlement, de la Délégation parlementaire au Renseignement, et en l'occurrence Patricia Adam et Jean-Pierre Raffarin. C'est un outil de très grande qualité, préservé des turpitudes et des débats. Nous avons eu le courage ensemble d'entreprendre ce que nous n'avions pas fait depuis des années : donner un cadre juridique à l'activité des services du renseignement sur le territoire national. J'ai présenté la première loi Renseignement, celle du 24 juillet 2015, complétée par celle du 30 novembre 2015, et le Parlement nous a beaucoup aidés. Je pense que nos services bénéficient de moyens légaux à la hauteur des défis ; et en même temps des contrôles puissants – et c'est aussi l'honneur d'une démocratie –, y compris juridictionnels, ont été mis en place pour que les libertés individuelles soient protégées.

Dès 2013, tirant d'ailleurs les leçons des attentats de 2012 et me basant sur les conclusions de la mission Urvoas-Verchère, j'avais opéré la transformation de la DCRI en DGSJ. Dans cette transformation, un des objectifs essentiels est le renseignement territorial, la remontée de ce que l'on appelle les signaux faibles. Cet élément mérite d'être encore conforté. Je vois tout le débat qu'il y a eu autour de la disparition des Renseignements généraux. Il faut qu'avec les forces existantes, police et gendarmerie, et sans doute police municipale, mais aussi le renseignement pénitentiaire, et Jean-Jacques Urvoas y travaille activement, nous remontions tous ces signaux. La technologie et le droit sont indispensables et indissociables, mais la matière humaine est essentielle, et face notamment au phénomène de radicalisation, nous avons besoin de faire remonter tous ces signaux.

Je suis dubitatif, à ce stade, sur la création d'une agence unique, et je pense qu'il faut malgré tout – même si j'ai moi-même opéré des changements – de la continuité, de la cohérence ; de l'approfondissement, une mutation de nos services, mais sans des bouleversements mettant en cause ces services eux-mêmes. Nous avons besoin, et c'est tout le problème des recrutements et de la formation, d'hommes et de femmes, par exemple à la DGSJ, au fait des nouvelles technologies, de la guerre dans le cyberspace, ayant une connaissance profonde du monde arabo-musulman. Si majorité et opposition pouvaient avancer ensemble, au-delà des tribunes de campagne, pour continuer à renforcer notre appareil de renseignement, je ne serai jamais fermé à toute nouvelle proposition allant dans ce sens.

**Olivier DARRSON** - Vous avez dit que vous êtes responsable du continuum défense/sécurité. Vous êtes aussi responsable du continuum économique et financier. Je voudrais revenir sur ce point que vous avez évoqué à plusieurs reprises dans vos interventions. Dans le débat financier très contraint dans lequel nous sommes et dans une conjoncture économique encore convalescente, est-ce que la perspective budgétaire à court et à moyen terme vous paraît réaliste ?

Vous avez parlé des charges de Sentinelle, des besoins propres de fonctionnement et d'intervention du ministère de l'Intérieur déjà très sollicité. Nous connaissons les besoins de nos OPEX qui ne peuvent aller que croissant et vous avez évoqué cette nouvelle frontière qu'est l'Afrique. Vous avez également l'exécution en cours de la LPM et la préparation de la future LPM qui fera d'ailleurs l'objet d'un débat l'an prochain. Cela nécessite une augmentation sensible du PIB et du budget consacré à la défense et à la sécurité. Bref, l'objectif des 2% vous paraît-il atteignable ?

**Manuel VALLS, Premier ministre** - D'abord, nous n'avons pas le choix sur l'effort en matière de sécurité et de défense. La dépense publique dans notre pays est encore élevée, c'est vrai, mais la France est la France, l'Etat est la colonne vertébrale de la Nation, la menace est présente et durable, et il nous faut investir beaucoup en matière



de sécurité, de protection des Français, comme il nous faut aussi investir beaucoup dans la lutte contre la radicalisation, mais aussi dans l'école de la République. Ce qui veut dire qu'il faut évidemment faire des économies de dépenses, renouveler nos modes et nos méthodes de gestion de l'action publique. C'est une autre question, mais elle tout à fait essentielle.

Je pense que l'objectif des 2 % est atteignable, et il faut ce niveau, peut-être plus. Je n'oublie pas nos autres engagements en matière de sécurité, y compris – parce que parfois tout est lié – trafic de drogue, lutte contre la délinquance quotidienne, notamment dans les quartiers populaires ; et on connaît le lien entre délinquance et terrorisme aujourd'hui. Il y a l'effort de dissuasion, la modernisation, notre rang dans ce domaine, sachant que plus nous sommes engagés, plus le coût du renouvellement, de l'entretien de nos matériels s'impose. Donc, de toute façon, cet effort doit être maintenu à un haut niveau.

Je ne vois pas comment nous pouvons échapper, par ailleurs, à nos obligations. J'imagine très bien le débat selon lequel nous intervenons trop à l'extérieur ... Où sommes-nous plus présents, aujourd'hui ? En Afrique, au Sahel. Nous avons évidemment d'autres obligations dans tel ou tel autre pays d'Afrique, moins directement concerné par la menace terroriste. Nous intervenons dans le cadre de la coalition au Levant, nos forces interviennent dans le cadre de la FINUL au Liban. Mais ce sont des terrains qui nous concernent très directement, où la menace est à deux, trois heures, quatre heures d'avion de Paris. Cet effort, notamment sur les opérations extérieures, va se poursuivre, plus ce que nous devons engager pour protéger les Français ici, sur le territoire national.

Cependant, on voit bien que l'une des clés, aussi, est l'effort de défense européen. Je suis très inquiet, comme chacun d'entre vous, par rapport au projet européen. Je pense qu'il peut se disloquer sous le coup de la menace terroriste, du défi des migrants, de la montée des populismes, des conséquences du Brexit, des tensions entre l'Est de l'Europe et la Russie, des tensions entre la partie orientale et la partie plus au sud de l'Europe. Si l'Europe doit retrouver du sens, il faut que les peuples comprennent quel est le sens de la construction européenne. Pendant cinquante ans, cela a été la paix et la prospérité – c'est le fruit des catastrophes du 20e siècle. Il faut lui donner un sens. Parmi les sujets, la sécurité, la protection, la défense de l'Europe s'imposent, à condition d'être au clair sur nos frontières, et l'Europe est un espace politique, démocratique, culturel, civilisationnel. Il faut protéger ses frontières, pas pour nous renfermer mais parce qu'il faut défendre, et la notion de frontière, dans ce qui reste pour moi une fédération d'Etats-Nations, est essentielle.

L'Europe doit assumer ses responsabilités pour protéger ses frontières, soutenir les pays les plus exposés, comme la Grèce, favoriser la coopération avec les pays qui nous entourent, et notamment du bassin méditerranéen, de la Turquie à la Tunisie. L'Europe doit aussi participer à l'effort de défense, parce que le continuum entre sécurité extérieure et sécurité intérieure est là. Et nous devons donc être capables d'intervenir ensemble davantage à l'extérieur de nos frontières, sachant que c'est beaucoup la France, aujourd'hui, qui assume ces responsabilités. Cela passe par une augmentation des efforts de défense, et c'est vrai pour notre pays, mais c'est vrai pour tous les autres. C'est plus facile à dire qu'à faire, mais il me semble que nous devons mettre en place les mécanismes nécessaires pour inciter chacun à fournir sa part de l'effort. C'est la raison pour laquelle Jean-Yves Le Drian milite pour un fonds européen dédié à la défense et à la sécurité. C'est essentiel pour que l'Europe se dote des moyens et des capacités militaires, des ressources industrielles nécessaires pour construire progressivement son autonomie stratégique et consolider la base industrielle européenne de défense.

Si l'Europe veut être cet espace civilisationnel que j'évoquais, elle doit être capable de relever ce défi. Ce n'est pas une question d'être optimiste ou pessimiste, mais une question de volonté. De ce point de vue, le rapport à l'OTAN est un sujet qui est devant nous, car nous voyons bien que les formes d'engagement des Etats-Unis ont changé au cours de ces derniers mois, dernières années. La France doit être leader

dans un dialogue aussi bien avec l'Allemagne qu'avec la Grande-Bretagne, ce dernier pays ayant des capacités d'intervention, ce qui rend d'autant plus amer le choix qui a été fait par le peuple britannique. Il y a l'Histoire, et il y a les obligations qui pèsent encore sur ce grand pays ami. Si nous voulons que le destin de l'Europe parle au peuple, c'est incontestablement sur ce sujet. Chaque pays confronté à la menace terroriste doit réaliser ses objectifs en matière de défense, mais il faut que sur le plan budgétaire l'Europe joue pleinement son rôle.

**Alexis BAUTZMANN** - Pour prolonger votre propos sur l'Europe, pensez-vous que l'Union européenne constitue le cadre privilégié de lutte contre la menace terroriste ? Si oui, sous quelles conditions ? Et voyez-vous la France proposer des initiatives européennes dans ce sens ?

**Général Jean-Paul PALOMEROS** - Je propose de terminer cette batterie de questions sur l'OTAN, l'Union européenne, le Brexit. Vous avez déjà assez largement évoqué la question, mais je remarque que le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine s'est récemment interrogé sur l'engagement systématique de son pays dans la défense de ses alliés au sein de l'OTAN en évoquant par ailleurs une possible dénonciation des traités qu'il jugerait défavorables aux intérêts américains. Au-delà de cette position que l'on peut qualifier d'extrémiste, l'aptitude des Européens à assumer leur propre part de responsabilité pour leur défense continue à se poser, et elle se posera quel que soit le résultat des élections américaines. Et ce d'autant plus dans la perspective du Brexit qui va, de fait, faire peser très majoritairement sur notre pays et sur l'Allemagne le poids de la défense européenne. Finalement, dans ces conditions, y a-t-il encore un avenir pour la défense européenne ?

**Manuel VALLS, Premier ministre** - Il ne faut jamais oublier que le premier projet pour l'Europe, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la première base dans la construction européenne, c'était la défense, la CED. Elle a fait tomber des gouvernements ! Heureusement, la Vème République est là pour que le Premier ministre vous parle librement de ces questions ! Je répète ce que j'ai dit il y a un instant : bien sûr, l'Europe est un espace, et je salue Michel Barnier qui connaît parfaitement ces dossiers sur la circulation des marchandises, des hommes. C'est un espace culturel, et elle doit se doter des moyens budgétaires pour investir et lutter contre le dumping social et fiscal qui déstabilise l'Europe. Je n'oublie pas ces éléments.

Mais l'histoire est tragique, elle s'invite aujourd'hui, et pas seulement pour la France. La Grande-Bretagne et l'Espagne ont été frappées par le terrorisme ; le Danemark, la Belgique, l'Allemagne. Cette menace existe, la France sort d'une période d'insouciance. Cette idée s'impose aussi pour les peuples européens qui sont sortis du bloc soviétique et qui ont adhéré à la belle idée européenne, qui ont intégré l'Union européenne pour le progrès économique et social et ont demandé le parapluie de l'OTAN pour se protéger de leur voisin russe, pour que l'histoire ne se répète pas. Sans doute qu'une partie de ces menaces existent, sous une forme ou un autre, mais la réalité a profondément changé. Et il y a les menaces sur nos frontières extérieures. L'Europe doit aussi se reconstruire ou redéfinir son projet en assurant la protection de nos frontières extérieures. C'est essentiel pour retrouver la pleine maîtrise de l'espace Schengen. Si nous ne faisons pas la démonstration que nous protégeons nos frontières et que nous retrouvons la maîtrise de l'espace Schengen, c'est la mort de l'Europe, et les peuples demanderont le rétablissement des frontières nationales. Les Nations existent. Je suis un adepte de la fédération d'Etats-Nations, et je suis interrogatif sur le mode fédéral, même si nous conjuguons différents modes pour l'Europe. Mais je sais que le rétablissement des frontières nationales, au-delà des dispositifs déjà mis en place, signifierait la mort de l'Europe.

Concernant l'OTAN et l'engagement américain en faveur de l'Europe, éloignons-nous des discours démagogiques et dangereux du candidat Trump, prenons du recul par rapport aux échéances électorales. Quelle que soit l'administration américaine, celle-ci n'assumera pas forcément les responsabilités que les Etats-Unis d'Amérique ont pu assumer par le passé. Nous le voyons en Afrique, et c'est pour cela que nous assumons une part des responsabilités, même si nous souhaiterions que d'autres assument des parts de responsabilité, notamment au Nigeria, grand pays. Les Etats-Unis se tournent beaucoup vers l'Asie, pour des raisons géostratégiques et économiques ; et nous devons donc assumer cette part de responsabilité. Les Etats-Unis sont dans une phase historique de repli, ou en tout cas de changement de stratégie, après un certain nombre d'aventures plus ou moins hasardeuses des années 2 000 que nous continuons de payer, malgré le choix juste et historique du Président Jacques Chirac.

D'autre part, l'Europe est accaparée par ses propres difficultés internes, et entre les tensions à l'est et les risques terroristes venant du sud, elle n'a pas de vision commune des menaces auxquelles elle est confrontée. D'ailleurs, l'un des problèmes est que nous ne partageons pas tous en Europe la même vision concernant les risques, entre l'Europe orientale et l'Europe du sud, ou entre les fondateurs et les nouveaux arrivants. Cette réalité est historique et je la comprends tout à fait.

Le troisième élément est que la Turquie, membre de l'OTAN, deuxième armée, connaît de sérieuses difficultés, des secousses, pour ne pas dire plus.

La question qui se pose est de savoir comment, dans un tel contexte, bâtir un partenariat solide de sécurité euro-atlantique. L'OTAN reste le creuset du partenariat euro-atlantique, c'est un outil indispensable d'interopérabilité. Mais je suis convaincu que le destin de l'Europe passe par une politique européenne de défense. C'est même au cœur de son destin. Cela ne veut pas dire pour autant que nous ne coopérons pas avec d'autres pays dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, et quand je parle de défense européenne, j'y intègre tout le pourtour méditerranéen. La relation de l'Europe avec la Turquie sur ces questions, au-delà de ce qui se passe dans ce pays, est indispensable. Je ne parle pas d'adhésion, je ne parle pas des débats actuels, mais je parle d'une vision stratégique par rapport au monde arabo-musulman, par rapport au monde perse. Ce qui me fascine dans la période que nous vivons, ce n'est pas seulement que l'histoire, dans sa part de tragédie et de mort, s'invite de nouveau, c'est que nous retrouvons une part des débats, des confrontations, les frontières d'avant 1914-18. J'ai lu une belle biographie de Raymond Poincaré, qui a été jusqu'en 1913 un homme de gauche, et quand on regarde attentivement les conflits dans les Balkans qui ont conduit à la Première Guerre mondiale, on retrouve les mêmes tensions entre la Russie, la Turquie, les Balkans. On ne fait pas table rase du monde tel qu'il est, de l'Europe et de son histoire. C'est une grande prétention de l'homme et parfois des responsables publics de penser que l'on peut balayer tout cela.

Il y a des grandes Nations, et la Russie et la Turquie sont de grandes Nations ; il faut en tenir compte, dans notre relation avec ces pays. Mais je pense aussi que nous devons bâtir une défense commune, ensemble, avec les pays du Maghreb, et notre coopération avec ces pays dans le domaine du renseignement, dans le domaine maritime, sur la question des réfugiés, est essentielle, notamment pour soutenir la belle et jeune démocratie tunisienne. Nous ne pouvons pas être absents. Comme nous devons être très attentifs à ce qui se passe en Libye, et Jean-Yves Le Drian y est tout particulièrement attentif. Je conçois la limite du propos, qui mérite plus de réflexion et d'expertise.

**Olivier DARRASON** - Monsieur le Premier ministre, s'il n'y avait votre emploi du temps, je crois que nous aurions souhaité prolonger très longtemps encore, notamment avec des questions de la salle, cet entretien passionnant. Puis-je vous poser une dernière question, facile ? Au cours des neuf prochains mois et, de fait, des derniers mois de votre action à la tête de ce gouvernement, quelle sera votre priorité cardinale dans cette conjoncture sécuritaire, économique et sociale de notre pays ?

**Manuel VALLS, Premier ministre** - Le problème, pour un chef de gouvernement, c'est que tout est prioritaire ! Tout d'abord, merci de m'avoir permis de participer à cette table ronde. J'ai deux priorités, et dans la durée. Ce que j'ai vécu, notamment depuis janvier 2015, au côté du président de la République, du ministre de l'Intérieur, du ministre de la Défense, du garde des Sceaux, avec les services de renseignement, nos militaires, nos armées, les parlementaires qui suivent ces questions, tout cela m'a profondément changé, et change l'ordre des priorités. Et quand on passe par Matignon – Jean-Pierre Raffarin le sait bien – on n'en sort pas tout à fait indemne sur le niveau de responsabilité. Cela se sent, d'ailleurs, dans les propos des uns et des autres. Etre Premier ministre et auparavant ministre de l'Intérieur d'un pays qui est aussi violemment attaqué par le terrorisme et confronté à de tels défis, notamment celui de la radicalisation d'une partie de notre jeunesse, m'empêche de dormir parfois. Cette dérive m'inquiète beaucoup. Et nous devons être capables d'y répondre avec nos valeurs, dont la laïcité, et au nom d'une République ferme, qui s'incarne à travers l'autorité, et en même temps bienveillante.

Ma priorité jusqu'au bout, comme chef du gouvernement, en m'appuyant sur l'engagement de ministres aux qualités politiques et personnelles que tout le monde reconnaît, et je pense à Jean-Yves Le Drian et Bernard Cazeneuve, c'est la protection des Français, et ce sera la priorité du prochain quinquennat, quel que soit le chef de l'Etat et quelle que soit la majorité. C'est incontournable.

La deuxième priorité pour les mois qui viennent est d'essayer, dans la mesure du possible, de contribuer au rassemblement des Français, pas uniquement dans un but politique, mais parce que c'est essentiel. Il y a, bien sûr, la menace terroriste, et elle est profonde, mais son corollaire, c'est la menace populiste – elles se nourrissent l'une et l'autre. Ne faisons pas comme si cela ne comptait pas, y compris sur les questions de défense. La vision du populisme, de l'extrême droite, n'est pas celle que je veux pour mon pays. Je sais quels sont les enjeux d'une alternance et des débats entre la gauche et la droite. Nous ne sommes pas n'importe quel pays ! Membre permanent du Conseil de Sécurité, la dissuasion nucléaire dans nos mains, grande puissance économique ... La manière dont nous conduirons les débats dans les prochains mois pèsera sur le rôle et la place de la France dans le monde. C'est un élément tout à fait essentiel. Et moi, je veux une France ferme, forte, qui pèse dans le monde dans tous les domaines, et dans les rapports avec les pays qui sont essentiels. Ce début du 21<sup>e</sup> siècle voit quand même l'émergence des grands Etats-Nations ou des grands Etats-continentaux. J'ai parlé de la Russie et de la Turquie, mais j'aurais aussi pu parler de la Chine ou de l'Inde. La France joue son rôle, y compris dans l'industrie de l'armement ; et avec quelle force ! Ma deuxième priorité, c'est donc de contribuer au rassemblement et à l'unité des Français.

Le reste, c'est l'action du chef du gouvernement, mais cette action a été profondément changée, modifiée, et elle m'a profondément changé au cours de ces derniers mois. Je me permets de parler de ces questions le plus sereinement possible, mais conscient de la gravité du moment.

**Eric SCHMIDT, Directeur général de l'Université d'été de la Défense** - Au nom des Présidents de Commission de la Défense qui organisent cette université et au nom de tous les participants, nous vous remercions, Monsieur le Premier Ministre, pour votre présence et pour le temps que vous nous avez accordé.